

Le Président de la Commission de la vérité affirme que le retard dans la mise en œuvre des accords de paix a entraîné une escalade de la violence en Colombie



Bogota, 25 novembre (RHC) Le président de la Commission de la Vérité, Francisco De Roux, a averti que la lenteur de la mise en œuvre des Accords de Paix a déclenché une escalade de la violence, dans le cadre du cinquième anniversaire de leur signature entre le Gouvernement et les Forces armées révolutionnaires de Colombie – Armée du Peuple (FARC-AP).

En présence du secrétaire général des Nations unies, António Guterres, le père De Roux a affirmé que le manque de célérité dans la mise en œuvre se traduit également par des différends territoriaux et des assassinats systématiques de dirigeants sociaux. "Chaque mois, depuis le jour où ils ont déposé les armes, nous avons eu en moyenne cinq ex-combattants tués", a-t-il averti.

"L'absence de l'Etat a permis que la guerre de la coca et l'exploitation minière illégale pénètrent dans les territoires laissés par les FARC-AP et que les mines antipersonnel reviennent sur les rives des fleuves, la destruction de la nature avec la déforestation de l'Amazonie" a souligné le président de la Commission de la Vérité. .

Face à la position qu'ont adoptée le gouvernement national et certains dirigeants politiques colombiens, le père De Roux a signalé que le processus de paix doit être abordé comme une fin pour la transformation de la société et que l'on a commencé à abandonner le discours de paix. Aujourd'hui, dans la campagne politique, parler de paix est politiquement incorrect, ils ne la mentionnent pas car elle ne rapporte pas de voix » -a-t-il relevé-.

Guterres a affirmé que les Accords de paix sont une référence dans le monde, "ont suscité l'espoir et l'inspiration en Colombie et dans toute la communauté internationale dans un monde marqué par des conflits, beaucoup d'entre eux sans fin en vue", a-t-il ajouté.

"Le cinquième anniversaire est un témoignage de l'engagement des parties mais aussi des institutions de l'Etat et de la société civile colombienne dynamique", a déclaré Guterres.

Depuis qu'il était en campagne politique jusqu'à son mandat de président en 2018, Ivan Duque, ainsi que sa communauté politique d'extrême droite, ont exprimé leur rejet de l'Accord de paix, en faisant allusion à une prétendue "remise du pays au terrorisme", phrase fortement attisée par ses partenaires, bien qu'ils soient au pouvoir et gèrent les majorités au Congrès colombien.

L'apathie de l'exécutif à l'égard de l'Accord se reflète dans sa mise en œuvre, le Parti Commun (issu de la signature en 2016) a demandé à plusieurs reprises à Duque de respecter les engagements de l'État, notamment le point 1 qui fait référence à la Réforme Rurale Intégrale. C'est parce qu'il traite de la question de la terre, qui est à l'origine du conflit social et armé dont souffrent les Colombiens depuis plus de 50 ans.

L'Institut d'études pour le développement et la paix (Indepaz) précise qu'en ce qui concerne la réforme rurale intégrale, seuls 4 % ont été mis en œuvre, tandis que 68 % sont considérés comme une "mise en œuvre minimale".

Il convient de souligner que, dans le cadre de la réforme rurale intégrale, des points tels que la répartition des terres, la construction de routes et le développement productif des communautés rurales, ainsi que la mise en place de services publics, sont en jeu.

Un autre domaine qui a déclenché la violence colombienne est le domaine politique, qui, dans le cadre de l'Accord de paix, est le numéro deux, dont la mise en œuvre minimale atteint 43 %.

Indepaz signale que de 2016 à novembre de cette année, 1270 dirigeants sociaux ont été assassinés en Colombie et 299 ex-combattants ont également été tués de janvier 2020 à novembre 2021, soit un total de 179 massacres.

"Le déplacement forcé a touché plus de 250.000 personnes avec un impact grave dans 50 municipalités (...) Contrairement à la diminution du nombre d'assassinats de dirigeants en 2021, dans les mêmes zones il y a une augmentation notable du taux d'homicide général, ce qui indique d'autres dynamiques de violence criminelle", explique le rapport d'Indepaz.

En ce qui concerne les départements où les assassinats de dirigeants sociaux sont les plus nombreux depuis 2016-2021, Indepaz propose la liste suivante : Cauca avec 300 dirigeants assassinés, Antioquia avec 164, Nariño avec 126 et la vallée du Cauca avec 94 dirigeants assassinés.

Indepaz rapporte que 872 dirigeants sociaux ont été assassinés sous le gouvernement d'Ivan Duque, dont 236 ont été achevés dans le Cauca, 107 à Antioquia, 85 à Nariño et 62 dans le département de Valle del Cauca.

"Depuis la signature de l'Accord de paix, 883 cas d'homicides concernaient des organisations paysannes, autochtones, d'ascendance africaine, environnementales, minières et communales", explique Indepaz.

(Telesur)

<https://www.radiohc.cu/fr/noticias/internacionales/278200-le-president-de-la-commission-de-la-verite-affirme-que-le-retard-dans-la-mise-en-oeuvre-des-accords-de-paix-a-entraine-une-escalade-de-la-violence-en-colombie>



Radio Habana Cuba